



Cliquer pour
agrandir
4,5 €

Le bilan de l'économie française (n.2884)

Problèmes économiques
La Documentation française

Problèmes économiques

N° 2.884

12 octobre 2005

DOSSIER : LE BILAN DE L'ECONOMIE FRANÇAISE

L'espérance de vie franchit le seuil des 80 ans

Population et sociétés

Gilles Pison

Au cours de l'année 2004, la population en France métropolitaine a augmenté de 0,6 %. Il faut remonter trente ans en arrière pour trouver une croissance annuelle aussi élevée. Au 1er janvier 2005, la population était estimée en métropole à 60,6 millions d'habitants. La durée de vie continue de s'allonger et en 2004 le seuil des 80 ans d'espérance de vie a été franchi pour les deux sexes réunis. Si cette évolution s'inscrit dans la longue durée, il faut toutefois noter qu'en 2004 la mortalité exceptionnellement basse a fait plus que compenser les décès provoqués par la canicule de 2003.

Retournement positif du marché du travail

Premières informations et Premières synthèses

DARES

Après trois années de ralentissement économique, le retour d'une croissance plus soutenue en 2004 a permis d'enclencher un retournement positif du marché du travail. Les créations d'emplois dans la construction et le tertiaire marchand - si elles sont restées modestes - ont plus que compensé les pertes d'emplois dans l'industrie. L'emploi total a ainsi augmenté de + 37 000 après une diminution de - 93 000 en 2003. Cette évolution favorable a permis, au cours de l'année, de stabiliser le taux de chômage à 10 % de la population active.

Une reprise tirée par la demande

INSEE Première

Adrien Friez et Guillaume Mordant

La reprise de l'activité économique s'est confirmée en 2004. Le PIB (produit intérieur brut) s'est en effet accru de 2,3 % en volume après 0,8 % en 2003 et 1,2 % en 2002. Le pouvoir d'achat du revenu disponible brut des ménages a augmenté de 1,4 %. Le principal soutien de la croissance a été la consommation effective des ménages. Mais l'investissement des entreprises qui est reparti à la hausse a également contribué à la reprise. Les effets d'entraînement de ces deux moteurs de la croissance ont été contrebalancés par les résultats du commerce extérieur qui, pour la première fois depuis quatre ans, a enregistré un solde des échanges de biens négatif. Quant aux taux de marge des entreprises non financières, il a amorcé son redressement après trois années de recul. Enfin, la forte augmentation des recettes fiscales a permis une réduction du déficit public, qui demeure toutefois élevé. Il a atteint 3,6 % du PIB contre 4,2 % en 2003.

Confirmation de la croissance des revenus et de la consommation

Insee - Note de conjoncture

En 2004, le revenu disponible brut des ménages a progressé de 3,2 % en moyenne annuelle (+ 1,7 % en 2003). Cette amélioration est due à un moindre dynamisme des prélèvements sociaux et fiscaux (+ 2,8 % par rapport à + 3,7 % en 2003) et un retournement sensible de la tendance des revenus de la propriété (+ 3,5 % par rapport à - 7,0 % en 2003). En 2005, la croissance du revenu disponible brut se stabiliserait à 3,2 %. La tendance est similaire du côté de la consommation : après une accélération en 2004 (+ 2,3 % par rapport à + 1,6 % l'année précédente), on attend une stabilisation pour 2005 (+ 2,2 %). En l'absence d'une accélération sensible du pouvoir d'achat, les ménages favoriseraient en 2005 davantage leur épargne et leur investissement que leur consommation.

Balance des paiements : résultats contrastés

Banque de France - Rapport annuel

En 2004, le faible excédent du compte des transactions courantes de l'année précédente s'est transformé en un déficit du même ordre (- 4,4 milliards d'euros). Cette dégradation s'explique essentiellement par la croissance plus forte des importations par rapport aux exportations. En revanche, le compte de capital a renoué avec l'excédent en 2004 (+ 1,7 milliard après - 7,7 milliards d'euros en 2003). Enfin, le compte financier a confirmé son amélioration, l'excédent est passé de 13 milliards à 17,2 milliards d'euros. Les entrées de capitaux aux titres des " autres investissements " ont été particulièrement élevées, notamment vis-à-vis des contreparties extérieures à la

zone euro.

Nette progression des flux du commerce extérieur

Notes bleues de Bercy

En 2004, les échanges commerciaux français ont augmenté : comparées à 2003, les exportations sont en hausse de 5,6 %, en raison de la croissance économique soutenue dans l'Union européenne, et les importations de 8,6 %, signe d'un raffermissement de la demande intérieure. L'ensemble des biens industriels bénéficie le plus de cette progression mais ce sont les achats et les ventes de produits de l'industrie automobile qui sont les plus dynamiques. En définitive, la France enregistre en 2004 un déficit commercial de - 7,8 milliards d'euros (excédent de + 1,7 milliards en 2003), dû en partie à l'alourdissement de la facture énergétique.

Diminution du déficit budgétaire et augmentation des recettes de l'État

Cour des comptes

Le déficit budgétaire (3,6 % du PIB), plus faible que prévu, s'est réduit par rapport à 2003 mais demeure à un niveau très élevé. La nette augmentation des recettes fiscales (+ 10,8 % par rapport à 2003), due essentiellement au dynamisme des recettes de TVA et d'impôt sur les sociétés, et le ralentissement dans la progression des dépenses de l'Etat en 2004 (+ 3,6 % en valeur sur l'année par rapport à 2003) ont contribué à la réduction du déficit. En parallèle, l'endettement public (65 % du PIB) continue de s'accroître au-delà du plafond indiqué par les critères de Maastricht (60 % du PIB) et le service de la dette représente une partie considérable du budget de l'Etat (20 % du budget de l'État).

EGALEMENT DANS CE NUMERO

UNION EUROPEENNE

Gérer la monnaie d'un pays " hors zone euro "

Finances et Développement

Camilla Andersen

Par deux fois, les Danois ont refusé d'adopter l'euro. Néanmoins, ce double refus n'a pas changé l'orientation de la politique monétaire danoise. Le pays pratique depuis le début des années quatre-vingt un régime de taux de change stable, ancré d'abord sur le deutsche mark, puis, depuis 1999, sur l'euro. Ainsi, le Danemark a renoncé à une politique monétaire et de change souple, car toute action de la Banque centrale européenne est suivie d'un ajustement analogue à Copenhague. Aujourd'hui, la couronne danoise est très stable, grâce non seulement à une politique budgétaire saine, mais également en raison d'une certaine autorité morale dont profitent les pays nordiques.

ECONOMIE ET DEMOGRAPHIE

Choc démographique : les mutations à venir

La lettre de l'économie - Société Générale

Véronique Riches-Flores

Le choc démographique à l'oeuvre dans les pays d'Europe continentale et plus particulièrement en France ne sera pas sans répercussions sur nos économies. L'auteur s'interroge sur les changements de comportements macroéconomiques des agents inhérents à l'accroissement de l'âge moyen de la population. L'allongement de la durée de vie malmène la théorie du cycle de vie à courte échéance. En effet, dans un premier temps, on devrait assister non pas à un recul du taux d'épargne mais plutôt à une remontée du taux d'épargne. Différentes explications sont avancées. Par ailleurs, l'économiste mentionne l'existence de nombreuses distorsions sectorielles liées à des modifications dans les modes de consommation.

Année d'édition : 2005 48 pages, 21x27 cm
Réf. : 3303332028849 ISSN : 0032-9304